

## Jean-Michel Blanquer "prend l'engagement" qu'aucune épreuve ne sera annulée

4-5 minutes

Alors que plusieurs syndicats enseignants (dont le [Snes-FSU](#), la [CGT Educ'action](#) et le [Snalc](#))(1) appellent à une grève de surveillance des épreuves du baccalauréat, le 17 juin 2019 ([lire sur AEF info](#)), le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Jean-Michel Blanquer, "prend l'engagement" qu'aucune épreuve ne sera annulée. Interrogé [sur Europe 1](#) vendredi 31 mai, le ministre s'est déclaré "serein" : "Nous organiserons le baccalauréat de façon normale [...] avec les personnels adéquats", a-t-il ajouté.



Jean-Michel Blanquer se dit "serein" par rapport à la grève pendant le bac 2019 JBVNews

Par ailleurs, dans un [communiqué](#) du 30 mai 2019, le [SE-Unsa](#) annonce qu'il "ne se joindra pas à la grève". Le syndicat "refuse ce mot d'ordre qui prend le risque d'opposer les enseignants aux élèves et à leurs familles, alors qu'il s'agit de défendre avec eux les conditions d'enseignement et d'égalité d'accès aux formations". Le [Sgen-CFDT](#) ne rejoint pas non plus l'appel à la grève pendant le baccalauréat, qu'il juge dans un [communiqué](#) "potentiellement nocive pour tous".

De son côté, Florence Delannoy, secrétaire générale du [SNPDEN-Unsa](#), assure, le 30 mai 2019 [sur France Info](#), "ne pas avoir d'inquiétudes particulières". Selon elle, "la grève semble un souhait relativement minoritaire, même si cela peut se concentrer sur certains établissements".

En outre, dans un communiqué du 30 mai 2019, le think tank Avenir lycéen et la [Peep](#) "appellent à la responsabilité de chacun des professeurs surveillant les épreuves du baccalauréat et du brevet, pour que chaque centre d'examen puisse fonctionner normalement. Les élèves, les professeurs, les parents d'élèves et toute la communauté éducative œuvrent chaque jour pour la réussite des collégiens et lycéens. Il serait bien dommage d'abîmer tout ce travail sur cette dernière ligne droite."

La [FCPE](#), elle, souhaite, dans un communiqué du 31 mai, "le retour de la sérénité pour que les épreuves du baccalauréat se tiennent dans les meilleures conditions pour les élèves. Ceci étant, nous demandons que le dialogue social avec les organisations syndicales représentatives d'enseignants et le ministère reprenne en urgence".

Dépêche n° 607250